

## **Décadences d'une société de l'outrance !!! De l'illusion de consommation à la gestion de pénuries...**

Forêts, zones humides, coraux... Insectes, oiseaux, poissons... Eau potable... Phosphates, cuivre, terres rares...

La liste est longue des minerais, espèces ou écosystèmes surexploités, en risque de disparition...

Certains théorisent l'effondrement, ce basculement qui, avec le réchauffement climatique, pourrait se produire.

Alors, nous ne trouverions plus, dans nos environnements, les ressources dont nous avons besoin pour vivre.

Mais, une autre menace nous guette, plus immédiate si nous n'y prenons garde.

Notre système d'alimentation, notre source d'énergie vitale, repose sur des réseaux de production, de commerce et de distribution à flux tendus.

Disparition des greniers, absence de réserves en précaution !

Les stocks, lorsqu'ils existent, ne sont que des variables marchandes pour la spéculation financière...

On admet qu'une ville pourrait vivre 2 jours sur les réserves de ses commerces !

Ne soyons pas trop pessimistes et espérons que ce soit une semaine, en cas de rupture d'organisation. Or, les risques sont réels : coupure d'électricité ou de carburant, nuit numérique, grèves très sévères... Ceux qui ont subi de fortes tempêtes ou inondations le savent... Inutile de penser se réfugier à la campagne, les ruraux ne sont pas mieux lotis que les citadins ! Seuls leurs congélateurs sont peut-être un peu plus conséquents...

Or, quels politiques se préoccupent de ce problème ?

Même si un projet de loi vient d'être proposé à l'Assemblée Nationale, jeudi 12 décembre...

### **Nous devons repenser notre organisation !**

D'abord abandonner cette illusion d'une consommation qui serait sans limites ! Une organisation du gaspillage !

De fait, notre dépendance est extrêmement inquiétante...

Nos pays ne sont désormais ni autonomes, ni souverains en alimentation.

Par exemple, si toutes les terres cultivables du Bassin parisien étaient dédiées à une production alimentaire locale, elles seraient dans l'incapacité de nourrir la seule population d'Île de France !

Qu'est devenue la ceinture maraîchère qui alimentait le Paris de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ?

Quel projet sérieux d'agriculture de proximité ? Alors que fleurissent les promesses démagogiques "*d'agriculture urbaine*" ?

Quel crédit est accordé par les politiques aux projets d'agroécologie qui eux prennent en compte nos besoins en nourriture saine, tout en restaurant des biodiversités ?

L'étude TYFA en établit la fiabilité à l'échelle européenne :

[[http://esperanza21.org/sites/default/files/agriculture\\_agroecologique\\_TYFA%20%28sept%202018%29.pdf](http://esperanza21.org/sites/default/files/agriculture_agroecologique_TYFA%20%28sept%202018%29.pdf)]

Nada ! Rien que des sols et des cultures soumis aux désastres chimiques, aux aléas climatiques, aux érosions, aux infrastructures démesurées... Sources et rivières polluées... Plastiques envahisseurs... Déchets sans destination... Autant d'enjeux qui suscitent déjà des tensions géopolitiques...

Le colloque “**AGIR sans SUBIR**”, réuni les 25 & 26 novembre, s’est interrogé sur la capacité des territoires à relever les défis écologique et social. De nombreuses expériences de terrain y ont été échangées. Des espoirs éveillés ? [UNADEL & IRDSU [http://esperanza21.org/sites/default/files/Transition\\_agir%20%28UNADEL%2025-26%20nov%202019%29.pdf](http://esperanza21.org/sites/default/files/Transition_agir%20%28UNADEL%2025-26%20nov%202019%29.pdf)]

**Bruno Latour** [[www.bruno-latour.fr](http://www.bruno-latour.fr)] a souligné : « *Ce qui permet notre maintien en vie est plus important que nos lieux de vie* ».

De quoi avons-nous besoin ? Quels sont les lieux de production ? Quels sont les circuits de distribution ou d’échanges ? Qui sont nos partenaires ? Nos alliés ? Nos ennemis ?

Autant de questions qui viennent interroger les organisations mises en œuvre dans les territoires géographiques ou administratifs... Autant d’enjeux humains, sociaux et sociétaux...

En exemple, Bruno Latour cite le *Brexit* qui conduit maintenant les Grands Bretons à s’interroger plus sérieusement sur les coopérations et les alliances qui leur permettent de vivre. L’Europe est-elle vraiment cet ailleurs, cet “étranger” contraignant ?

**Catherine Larrère** [[https://fr.wikipedia.org/wiki/Catherine\\_Larrère](https://fr.wikipedia.org/wiki/Catherine_Larrère)], quant à elle, observe un déplacement des préoccupations sociales... De la revendication pour une rémunération décente, de moyens de subsistance suffisants, vers la revendication de milieux de vie sécurisés et sains.

### **Du pouvoir d’achat au pouvoir de vivre...**

Avec quels territoires, avec quels partenaires, avec quels objectifs, dans quels environnements... devons-nous et pouvons-nous construire des systèmes économiques pérennes et résilients ?

Pour nous organiser de manière durable, quelles échelles de territoire sont-elles les plus favorables ? Quels groupes socio-politiques mobiliser ?

Le 9 décembre, dans un hémicycle - quasi vide - de l’Assemblée nationale, s’est ouvert l’examen d’une “**loi contre le gaspillage et pour l’économie circulaire**” dont l’objectif est de « *stopper la surconsommation capitaliste* » (Brune Poirson) [[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/lutte\\_gaspillage\\_economie\\_circulaire](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/lutte_gaspillage_economie_circulaire)]

Aujourd’hui, les rayons des supermarchés ne sont que des vitrines d’illusion... Tant d’accumulation de déchets potentiels ! Au seul bénéfice de quelques-uns... Nombreux sont ceux qui le savent... hélas, le plus souvent à leurs dépens !

Pouvons-nous encore faire confiance au marché ?

Un marché qui ne connaît que la rentabilité financière maximale, tout de suite !!!

Nous devons (ré)apprendre à vivre avec les probables pénuries et à établir des espaces de sécurité, pour tous. **Apprendre à penser “développements responsables” !** Apprendre à relocaliser les productions vitales... A constituer des réserves de précaution...

Mais, est-il possible, aujourd’hui, en France ou en Europe, de construire un projet politique commun ? Pour l’intérêt du plus grand nombre ?

Et, tant mieux si les craintes de disettes n’étaient, in fine, que craintes injustifiées !!!

**Prévoir et s’organiser, n’est-ce pas assurer collectivement demain ?**